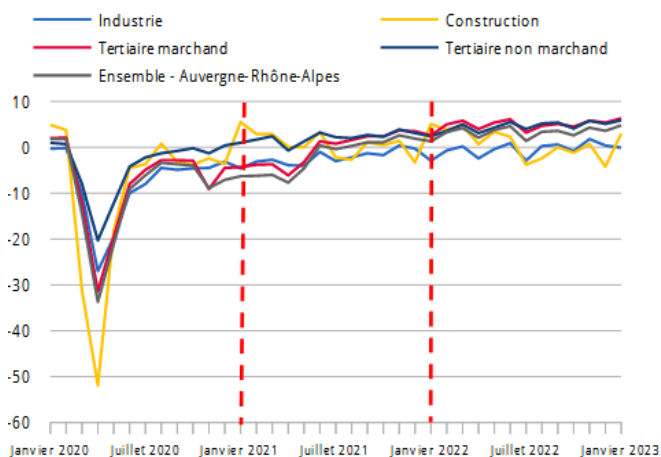


L'année 2022 se termine dans un contexte national plus atone, avec une croissance encore en ralentissement, une consommation des ménages en retrait, et une inflation au plus haut. En Auvergne-Rhône-Alpes, le volume d'heures rémunérées reste supérieur à son niveau de 2019, porté notamment par un rebond de l'hébergement restauration. L'emploi salarié ralentit légèrement, mais reste bien orienté grâce notamment à l'emploi intérimaire ainsi qu'à la croissance dans l'industrie et le tertiaire marchand. Le taux de chômage diminue à nouveau ; il est au plus bas depuis la crise de 2008. Le nombre de permis de construire augmente, mais celui des mises en chantier diminue plus fortement qu'au niveau national. Le retour de la clientèle étrangère et la levée des restrictions de déplacements dynamisent l'activité touristique.

L'activité se maintient

Au quatrième trimestre 2022, en Auvergne-Rhône-Alpes, l'activité économique, mesurée par le nombre d'heures rémunérées, ne montre pas de signe de repli ► **figure 1**. En décembre 2022, elle progresse de 3,7 % par rapport au même mois de 2019, après +4,3 % en novembre et +2,6 % en octobre. Cette hausse est quasi identique à celle du niveau national. Toutefois, l'essentiel de la progression observée depuis 2019 repose sur l'année 2021, les derniers mois de 2022 étant moins dynamiques.

► 1. Écart des heures rémunérées par secteur par rapport au même mois de l'année 2019



Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture chaque mois de janvier. Cette rupture est signalée par les traits verticaux pointillés. Source : DSN, traitements provisoires Insee.

Depuis deux ans, l'activité a bien augmenté dans les services marchands, avec +5,5 % en décembre. Les services non marchands sont également en hausse de 5,2 %. L'industrie est plus timide, avec un léger recul en octobre, mais de nouveau en croissance de 0,5 % en décembre. Comme les années précédentes, l'activité décline dans le secteur de la construction en décembre. Le repli est un peu plus marqué cette année, avec -4,0 % en décembre 2022 (après -3,3 % en 2021 et -3,6 % en 2020).

Ce secteur est moins touché au niveau national, avec un repli moins marqué en décembre (-1,0 % en 2022, après -0,5 % en 2021 et -2,6 % en 2020).

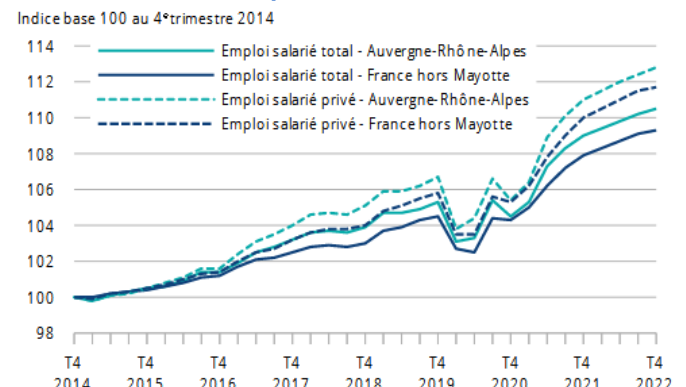
Léger ralentissement de l'emploi salarié en fin d'année

Au quatrième trimestre 2022, près de 3 250 000 salariés travaillent en Auvergne-Rhône-Alpes. Avec 7 900 emplois de plus, le nombre de salariés augmente de 0,2 % par rapport au trimestre précédent ► **figure 2**. Cette hausse est portée par le secteur privé (+0,4 %), tandis que l'emploi public diminue de 0,3 %.

L'année se conclut donc par une bonne résistance de l'emploi, malgré un ralentissement progressif, après une hausse de 0,4 % au premier semestre et de 0,3 % au troisième trimestre. Avec des évolutions similaires tout au long de l'année, ce constat se retrouve au niveau national.

Sur un trimestre, l'emploi est stable dans quatre des douze départements de la région. Seuls quatre affichent une augmentation : la Savoie progresse fortement (+0,8 %), suivi du Rhône et de la Haute-Savoie (+0,4 %) puis de l'Ardèche (+0,2 %).

► 2. Évolution de l'emploi salarié



Note : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Avec 983 900 emplois fin décembre 2022, le Rhône représente 30 % de l'emploi salarié régional et plus de la moitié des évolutions trimestrielle et annuelle.

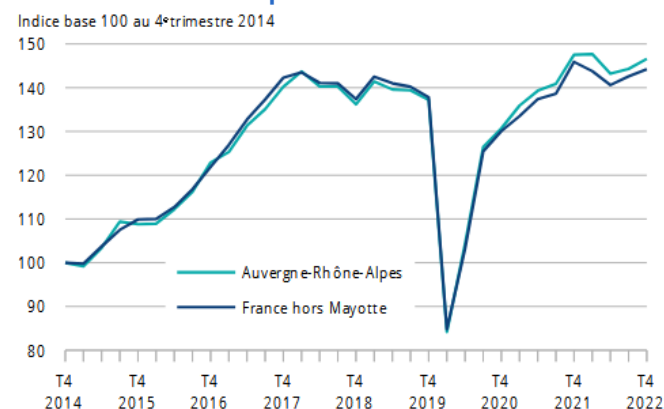
Sur une année, le Rhône (+2,3 %), la Savoie (+2,2 %) et la Haute-Savoie (+1,8 %) sont les territoires avec la croissance la plus forte. Le Cantal est le seul département où l'emploi décline (-0,5 %).

L'intérim poursuit sa progression

Au dernier trimestre 2022, la région compte 1 900 emplois intérimaires supplémentaires par rapport au trimestre précédent (+1,6 %) ► **figure 3**, et continue ainsi sa progression après un premier semestre en repli. Les évolutions sont très hétérogènes suivant les départements. La Savoie enregistre une hausse de 7,9 % avec près de 400 intérimaires supplémentaires, suivie du Rhône et du Puy-de-Dôme (respectivement +2,8 % et +2,3 %). À l'inverse, dans l'Isère et la Drôme, le recours aux intérimaires diminue d'au moins 2,0 %.

Le bilan de l'intérim sur un an est négatif en Auvergne-Rhône-Alpes (-0,6 %). La Drôme et la Loire accusent les baisses les plus importantes (respectivement -8,3 % et -9,7 %) alors qu'à l'inverse, l'intérim se développe le plus en Savoie et dans le Rhône, avec une progression supérieure à 3,0 %.

► 3. Évolution de l'emploi intérimaire



Note : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

L'emploi industriel dépasse durablement la barre des 500 000 emplois salariés

Au quatrième trimestre, l'industrie régionale salarie 505 900 personnes, soit le même niveau qu'en 2010. Elle connaît son huitième trimestre d'affilée de hausse, avec 2 400 nouveaux emplois. La croissance est plus élevée ce trimestre dans la région (+0,5 %) que dans l'ensemble du pays (+0,2 %) ► **figure 4**. Tous les secteurs industriels augmentent, celui des industries extractives et de l'énergie progressant le plus (+1,1 %). Il contribue à un quart de la hausse de l'emploi industriel.

Sur un an, l'emploi salarié industriel augmente de 1,7 % (8 400 emplois supplémentaires), soit un demi point de mieux qu'au niveau national. En hausse de 1,5 % sur douze mois, le secteur de la fabrication d'autres produits industriels contribue pour moitié à l'accroissement du volume annuel de salariés dans le secteur industriel. Les industries extractives, l'énergie, ainsi que la fabrication d'équipements électriques et électroniques sont les secteurs où la progression est la plus nette sur un an (respectivement +2,7 % et +2,6 %).

Au quatrième trimestre 2022, l'emploi salarié industriel augmente très légèrement dans la plupart des départements de la région et plus franchement dans trois d'entre eux : la Drôme (+0,7 %), l'Isère et le Rhône (+0,6 %), qui créent ensemble près de 1 500 emplois. Leur croissance annuelle est également importante avec un gain proche de 6 000 emplois. Alors que ces trois départements représentent 47 % de l'emploi industriel de la région, leur contribution à sa croissance est de plus de 60 % sur un trimestre et de 70 % sur un an.

► 4. Emploi salarié par secteur

Secteur d'activité	Effectif au 4 ^e trimestre 2022	Évolution par rapport au 3 ^e trimestre 2022		Évolution par rapport au 4 ^e trimestre 2021 (en %)
		En effectif	En %	
Agriculture	25 900	+1 300	+5,1	+2,8
Industrie	505 900	+2 400	+0,5	+1,7
Construction	201 600	-200	-0,1	+0,2
Tertiaire marchand hors intérim	1 425 200	+4 700	+0,3	+2,3
Intérim	116 300	+1 800	+1,6	-0,6
Tertiaire non marchand	972 400	-2 100	-0,2	+0,4
Ensemble	3 247 300	+7 900	+0,2	+1,4

Note : données corrigées des variations saisonnières et arrondies pour les effectifs.

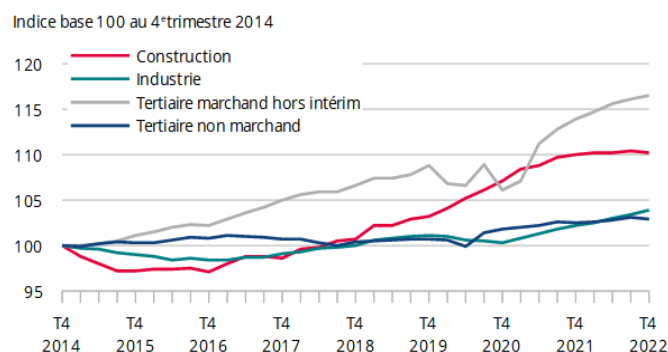
Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Ralentissement de la croissance dans le tertiaire marchand

La croissance de l'emploi salarié dans le tertiaire marchand hors intérim ralentit au dernier trimestre 2022 (+0,3 %), mais, pour la première fois depuis plus d'un an, elle est supérieure à celle du pays (+0,1 %) ► **figure 5**. Représentant 11 % des salariés du secteur, l'hébergement et la restauration renouent de façon notable avec la croissance (+1,3 % soit 1 900 emplois supplémentaires). Cette hausse contribue à 40 % à celle de l'emploi salarié du tertiaire marchand. La plupart des autres secteurs progressent également légèrement mis à part celui des autres activités de service (-0,7 %) qui perd plus de 900 emplois.

► 5. Évolution de l'emploi salarié par secteur



Note : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Cinq départements ont un emploi salarié en légère hausse trimestrielle dans le tertiaire marchand hors intérim. La Savoie se distingue avec une hausse de +1,4 % (1 300 emplois) correspondant à 28 % de la croissance globale, alors même qu'elle ne représente que 6,5 % des salariés du secteur de la région. Le Rhône, en progression de 0,4 %, maintient une contribution à la croissance de l'emploi tertiaire de 45 %. Les autres départements sont stables.

La croissance annuelle du tertiaire marchand hors intérim atteint +2,3 % au niveau régional, voisin du niveau national. Les hausses les plus importantes se situent dans l'information et la communication (+5,3 %, identique au national), et l'hébergement et la restauration (+5,2 %, +4,7 % au national).

La construction perd des emplois

Après un an de quasi-équilibre, la construction perd quelques salariés dans la région ce trimestre (250 emplois, -0,1 %), fait inédit depuis deux ans. Pendant ces deux années, la croissance du secteur a cependant toujours été en dessous de celle du pays.

Huit départements sont stables. La Savoie se démarque avec une hausse de 1,3 % (+200 emplois).

Avertissement sur le marché du travail :

Pour cette publication de l'emploi salarié au quatrième trimestre 2022, les Estimations trimestrielles d'emploi (ETE) sont révisées sur le passé (voir note méthodologique) :

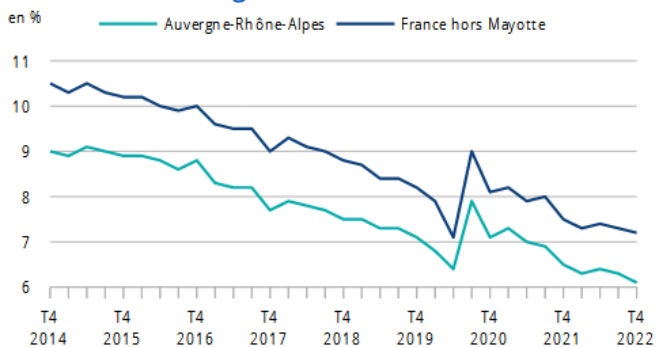
- elles ont été calées sur les Estimations annuelles d'emploi de fin 2020, elles-mêmes révisées en janvier 2023 avec pour principal impact de réhausser le niveau de l'emploi salarié en 2020 (voir l'Insee Focus n° 288 « En 2021, l'emploi augmente de façon inédite ») ;
- les séries sur l'alternance dans le secteur privé ont été révisées, en raison notamment d'une nouvelle correction des variations saisonnières, avec pour conséquence une légère révision de la dynamique infra-annuelle de l'emploi salarié privé depuis 2020.

Par ailleurs, l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) a pu transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations ont été réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. En particulier, au troisième trimestre 2022, une bascule vers la source DSN a été opérée pour la fonction publique de l'État. Ce changement de source a pu entraîner une rupture de la saisonnalité de la mesure de l'emploi public ; les ruptures les plus nettes ont été neutralisées, mais certaines moins évidentes et plus légères peuvent subsister. Les évolutions du troisième et quatrième trimestre 2022 sont donc à considérer avec prudence sur ce champ.

Le chômage à nouveau en baisse dans presque tous les départements

Le taux de chômage au sens du BIT diminue de 0,2 point au quatrième trimestre 2022 dans la région pour atteindre 6,1 % de la population active ► **figure 6**. La baisse sur un an est de 0,4 point et d'un point par rapport à l'avant-crise sanitaire. La région maintient un écart structurel d'environ un point en dessous du niveau national. Cette baisse est plutôt homogène entre les différents départements. Tous voient leur taux diminuer de 0,1 à 0,2 point, à l'exception de l'Allier qui décroît plus sensiblement (-0,3 point), et du Cantal qui reste stable. Fin 2022, l'Ardèche, la Drôme et l'Allier sont les trois départements où le taux de chômage reste le plus fort (respectivement 7,9 %, 7,7 % et 7,4 %). À l'inverse, le Cantal et les deux Savoie ont les taux les plus faibles (respectivement 4,1 %, 5,2 % et 5,3 %).

► 6. Taux de chômage



Note : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.

Source : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisé.

Les créations d'entreprises atteignent des sommets

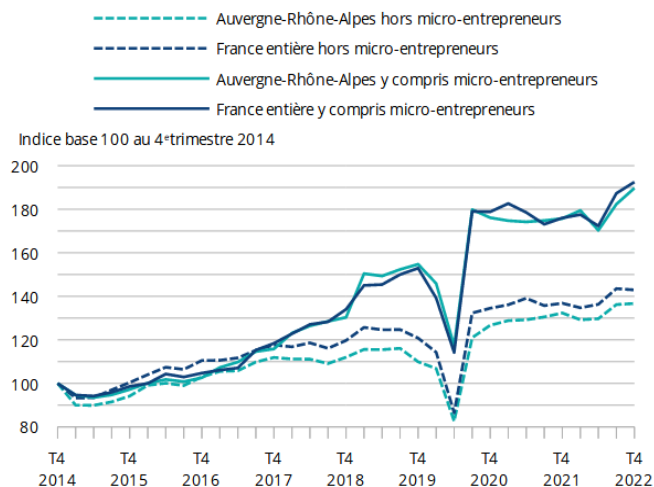
Au quatrième trimestre 2022, le nombre de créations d'entreprises atteint un nouveau record, avec 33 400 entreprises créées en Auvergne-Rhône-Alpes. Cela représente une augmentation de 4,0 % sur un trimestre (après +7,0 % le trimestre précédent), soit 1,2 point de plus qu'au niveau national.

La hausse est particulièrement importante dans le secteur de la construction (+13 %), tandis que le nombre de créations baisse légèrement dans le commerce, les transports et l'hébergement-restauration (-1,0 %, contre +4,2 % au niveau national).

Comme les trimestres précédents, le régime de micro-entrepreneur porte cette hausse. Au nombre de 21 100 au quatrième trimestre 2022, les créations sous ce régime augmentent de 6,3 % par rapport au trimestre précédent (+4,8 % en France) ► **figure 7**.

Cette augmentation concerne particulièrement les secteurs de l'industrie et de la construction (+22 % sur un trimestre pour ces deux secteurs), et ce de manière bien plus marquée qu'au niveau national (respectivement +15 % et +10 %). Dans le secteur du commerce, les créations des micro-entrepreneurs augmentent très peu (+0,7 % contre +9,4 % en France), après une hausse de 23 % le trimestre précédent.

► 7. Évolution des créations d'entreprises



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Hors micro-entrepreneuriat, le nombre de créations n'augmente que de 0,4 % dans la région ; il diminue même au niveau national (-0,4 %). Après une hausse spectaculaire au troisième trimestre (+50 % contre +45 % en France), le nombre de créations d'entreprises classiques cède 14 %. Sous ce régime, la baisse touche le secteur du commerce (-3,6 %), alors que les autres secteurs augmentent (jusqu'à +5 % dans les services, soit 3,1 points de plus qu'au niveau national).

En Auvergne-Rhône-Alpes, entre janvier et décembre 2022, 4 790 entreprises ont fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire. Bien que ce chiffre soit en continuelle augmentation depuis un an, comme au niveau national, il reste en deçà de l'avant-crise sanitaire (5 960 défaillances en 2019).

Avertissement sur les créations d'entreprises :

Les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové depuis la publication portant sur janvier 2022. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises. Pour plus de détails, se référer à la documentation sur le [sujet](#).

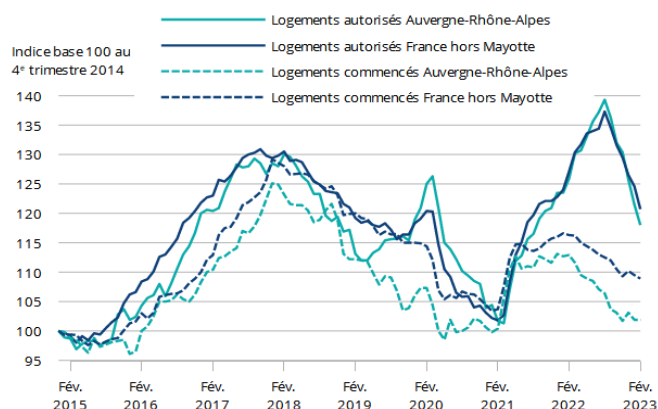
Ralentissement des mises en chantier dans la plupart des territoires

Après avoir atteint un pic en août 2022, le nombre d'autorisations de construction de logements neufs (calculé en cumul sur douze mois) a amorcé une diminution. Toutefois, 67 600 autorisations ont été accordées en 2022, soit une légère augmentation par rapport au cumul annuel précédent (+1,3 %) ► **figure 8**. La progression est cependant plus faible qu'à l'échelle nationale (+3,1 %). La plus forte hausse, proche de 20 %, est enregistrée dans l'Allier ; elle est plus modérée en Haute-Savoie, dans la Loire, le Puy-de-Dôme, l'Ardèche et l'Ain, comprise entre +4 % et +8 %. L'évolution se stabilise dans le Rhône, l'Isère et la Haute-Loire, alors que le nombre d'autorisations accordées diminue dans la Drôme, le Cantal et en Savoie (-17 %, -10 % et -4 % respectivement).

La progression du nombre de permis de construire accordés n'entraîne pas une hausse du nombre de mises en chantier, lequel s'établit à 49 500 dans la région en 2022. Il diminue de 9,2 % sur un an, plus fortement qu'au niveau national (-5,2 %). Si le Rhône, la Haute-Savoie et l'Isère concentrent toujours plus de la moitié de ces mises en chantier, la baisse, d'au moins 15 %, est forte dans les deux

premiers, alors qu'elle est plus modérée dans l'Isère (-2,4 %). Le recul est également fort dans le Puy-de-Dôme (-21 %) et moins marqué dans l'Ain, la Loire et la Savoie. À l'inverse, l'Allier enregistre une forte hausse (supérieure à +46 %), et les autres départements, une croissance plus modérée.

► 8. Évolution du nombre de logements autorisés et commencés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

Source : SDES, Sit@del2.

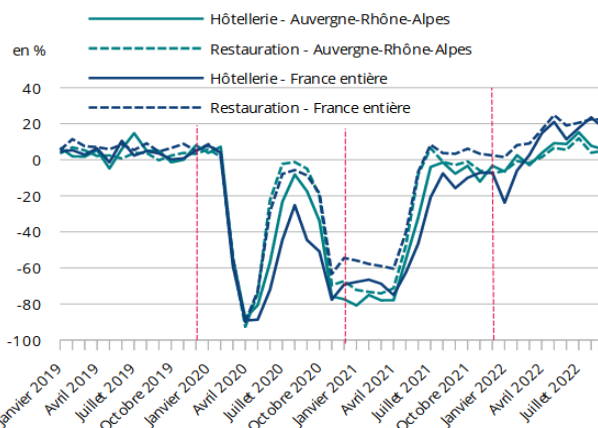
Tourisme : l'activité économique de fin d'année retrouve du dynamisme

Au quatrième trimestre 2022, les hôtels de la région ont enregistré 4,9 millions de nuitées. Le niveau de fréquentation rattrape celui d'avant-crise (2019) et dépasse de 6,2 % celui du quatrième trimestre 2021. Le retour de la clientèle étrangère, du fait de la levée des restrictions de déplacement liées à la crise sanitaire, explique seul cette progression. Le nombre de nuitées des non-résidents augmente en effet fortement depuis 2021, et, sur le dernier trimestre, la croissance dépasse 50 %. Cette hausse s'accroît au fil des mois pour atteindre +63,5 % en décembre. Dans le même temps, la clientèle nationale diminue légèrement (-1,3 %).

L'activité économique des secteurs touristiques retrouve du dynamisme. Le nombre d'heures rémunérées augmente au quatrième trimestre entre 2021 et 2022 (+5,8 %). La croissance est plus marquée dans l'hébergement (+10,3 %) que dans la restauration (+4,3 %). Dans les secteurs de l'hébergement, les plus

fortes hausses, autour de 14 %, sont relevées en Haute-Savoie et en Savoie, en lien avec la reprise du tourisme dans les massifs alpins. Seuls la Haute-Loire et le Cantal n'ont pas rattrapé le niveau d'avant-crise et présentent, au quatrième trimestre, une baisse par rapport à 2021, (respectivement -3,7 % et -1,9 %). Dans la restauration, tous les départements dépassent le niveau atteint avant la crise sanitaire. Entre 2021 et 2022, le nombre d'heures rémunérées est en hausse modérée dans la plupart des départements de la région, plus forte dans l'Allier (+13,8 %) mais en baisse dans le Cantal (-3,7 %).

► 9. Évolution du chiffre d'affaires dans l'hôtellerie et la restauration



Note : pour l'année 2019, l'évolution est calculée par rapport au même mois que l'année précédente. À partir de janvier 2020, l'évolution est calculée par rapport au même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture de série chaque mois de janvier. La rupture est signalée par les traits verticaux pointillés.

Champ : unités légales monorégionales pérennes de 2017 à 2020, dont l'activité principale n'a pas changé durant cette période.

Source : DGFiP, Insee.

Globalement, le chiffre d'affaires de ces secteurs dépasse le niveau d'avant-crise jusqu'à +9,8 % dans l'hôtellerie et +5,8 % dans la restauration au mois de décembre ► **figure 9**. Certains départements restent néanmoins en retrait. L'Allier et le Cantal présentent ainsi une baisse du volume d'affaires dans l'hôtellerie, les trois derniers mois de l'année, jusqu'à -18 % en décembre. Dans le Rhône, le secteur de la restauration n'atteint pas le niveau d'avant-crise sur l'ensemble du trimestre, avec, notamment, une baisse de -3,7 % en novembre. ●

Patricia Antoine, Megan Courthial, Pierre-Pascal Housez, Philippe Lagarde (Insee)

► Contexte national -

En France, la croissance reste positive mais modeste

Le PIB français a de nouveau ralenti au quatrième trimestre 2022 (+0,1 % après +0,2 %), malgré une consommation des ménages en net retrait (-1,2 %). Du fait de températures clémentes et de comportements de sobriété, les ménages ont fortement réduit leur consommation d'énergie, d'autant que l'inflation est demeurée à un niveau élevé (autour de 6 % sur un an). La production industrielle en revanche n'a pas reculé, malgré l'effet ponctuel des grèves dans les raffineries et la diminution de l'activité dans certains secteurs énérgo-intensifs. L'investissement des entreprises a continué de progresser, bien qu'en ralentissant, et les exportations ont été soutenues par des livraisons aéronautiques et navales. Au premier semestre 2023, la croissance resterait modeste, la hausse des prix continuant de peser sur la dynamique de la consommation.

► Contexte international -

Malgré son ralentissement, l'économie mondiale a résisté en fin d'année 2022

Au quatrième trimestre 2022, l'activité économique a ralenti en zone euro, et même fléchi en Allemagne et en Italie, du fait du net recul de la consommation des ménages dans un contexte d'inflation élevée. La production manufacturière a toutefois mieux résisté que ce que l'on pouvait craindre face au renchérissement de l'énergie. Hors zone euro, le PIB a également marqué le pas en Chine en raison d'un regain épidémique, mais il a continué de croître aux États-Unis. Au premier semestre 2023, l'activité mondiale progresserait de façon modérée, bénéficiant de la relative atténuation des tensions sur l'énergie en Europe et de la réouverture de l'économie chinoise.

► Pour en savoir plus

- « L'emploi maintient le cap au troisième trimestre », *Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes* n° 35, janvier 2023.
- « La croissance résiste, l'inflation aussi », *Note de conjoncture*, Insee, mars 2023.
- « Au quatrième trimestre 2022, l'emploi salarié augmente de 0,2 % », *Insee Informations rapides* n° 62, mars 2023.
- Tableau de bord de la conjoncture : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121840>.

Insee Auvergne-Rhône-Alpes
165 rue Garibaldi - BP 3184
69401 Lyon cedex 03

Directeur de la publication :
Jean-Philippe Grouthier
Rédaction en chef :
Thierry Geay
Annelise Robert

Bureau de presse :
04 78 63 26 96

[@InseeAra](https://www.insee.fr)
www.insee.fr

ISSN 2493-0822 (en ligne)
© Insee 2023
Reproduction partielle
autorisée sous réserve de
la mention de la source et
de l'auteur

